



**PRÉFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint Liguairé  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le **24 MARS 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCIERIE DU VAL DE SÈVRE**

29, Route de Champdeniers  
ZONE ARTISANALE  
79400 Augé

Références : 0100067465/2025/97  
Code AIOT : 0100067465

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement SCIERIE DU VAL DE SÈVRE implanté ZONE ARTISANALE 79400 AUGÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite devait permettre de faire le point avec le nouveau gérant du site.  
Mais une absence imprévue (raison médicale) n'a pas permis d'échanger en détails sur l'ensemble des points prévus à l'ordre du jour.  
Une prochaine visite sera reprogrammée quand l'exploitant aura répondu au présent rapport.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCIERIE DU VAL DE SÈVRE
- ZONE ARTISANALE 79400 AUGÉ
- Code AIOT : 0100067465
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN regroupait initialement une scierie dénommée « Scierie du Val de Sèvre » et une activité d'emballage dénommée « Emballages MARTIN » (fabrication d'emballages légers en bois). Le site était une ICPE soumise à déclaration au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois). Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.

Dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la SAS ETS MARTIN, les deux entités ont été reprises séparément. L'entreprise dénommée EMBAL MARTIN a repris les activités de production d'emballages en bois. Les activités de scierie ont été reprises en décembre 2024 en restant sous la dénomination SCIERIE DU VAL DE SÈVRE.

L'objet de la présente visite est de faire un point de situation sur ce dernier établissement.

Le nouvel exploitant doit procéder par télédéclaration au changement d'exploitant et régulariser la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres à la scierie.

Le site fonctionne de 7h à 17h.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Bruits et vibrations
- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/07/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 8.1 (a) et 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Rejets atmosphériques, poussières	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 3.4 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SCIERIE DU VAL DE SÈVRE est issue d'une scission récente avec l'entreprise EMBAL MARTIN. Des travaux de séparation des activités sont toujours en cours.

Le nouvel exploitant doit procéder au changement d'exploitant dans le cadre de la reprise actée par le tribunal en décembre 2024 et régulariser la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres à la scierie.

Des travaux ont été conduits fin 2024 pour limiter l'impact sonore des activités pour les riverains. Un plan d'actions et un calendrier complémentaires doivent être proposés pour atteindre la conformité réglementaire des émissions sonores.

L'exploitant doit également prévoir un échéancier de réalisation de travaux pour assurer la sécurité du stockage fragilisé des poussières et la limitation des envols de poussières et renforcer le nettoyage des installations et la fréquence d'élimination des sciures et poussières de bois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/07/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Régularisation de la situation administrative du site
<p><b>Constats :</b></p> <p>La SAS ÉTABLISSEMENTS MARTIN (initialement composée d'une scierie dénommée « Scierie du Val de Sèvre » et d'une activité d'emballage dénommée « Emballages MARTIN »), était spécialisée dans la fabrication de paniers, bourriches, caisses, coffrets et divers emballages en bois. Le site était une ICPE soumise à déclaration par la preuve de dépôt n° A-1-H74TDXDPA du 21/04/2021 (régularisation au titre du bénéfice des droits acquis), au regard des rubriques 2910 (installation de combustion), 2410 (travail du bois), 1532 (stockage de bois).</p> <p>Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024 relatif notamment à la mise en conformité réglementaire des émissions sonores et à la réduction des émissions de poussières. Les activités de scierie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de restriction temporaire des activités afin de limiter les impacts sonores sur les riverains.</p> <p>Par courrier du 28 juin 2023, la DREAL a été informée que par jugement en date du 20 juin 2023, le Tribunal de Commerce de Niort a ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la SAS ETS MARTIN et a désigné un administrateur judiciaire avec mission d'assistance. Dans le cadre de cette procédure, les Ets MARTIN ont été cédés le 11 avril 2024 à un tiers l'entreprise d'activités de production d'emballages en bois, qui est désormais renommée EMBAL MARTIN.</p> <p>En date du 11 juin 2024, le tribunal de commerce de NIORT a prononcé la prolongation de la période d'observation de la scierie du val de Sèvre (jusqu'en décembre 2024). Les activités de scierie ont été reprises en décembre 2024 sous la dénomination SCIERIE DU VAL DE SEVRE. Les deux champs d'activités relèvent dorénavant de deux entreprises différentes. Des travaux de séparation physique des deux activités sont toujours en cours.</p> <p>Avant la reprise de décembre 2024, le directeur temporaire du site SCIERIE DU VAL DE SEVRE s'était engagé sur un plan d'actions et un calendrier pour répondre aux arrêtés préfectoraux précités (mise en demeure et restriction temporaire) : cf. points de contrôle n°2 et n°3. L'objet de la présente visite est de faire un point de situation.</p> <p>Le nouvel exploitant doit procéder au changement d'exploitant dans le cadre de la reprise actée par le tribunal et régulariser la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres à la scierie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un premier temps, le nouvel exploitant doit procéder au changement d'exploitant par télédéclaration via le site <a href="http://entreprendre.service-public.fr">entreprendre.service-public.fr</a>, dans le cadre de la reprise actée par le tribunal (code AIOT du site à renseigner indiqué en en-tête du présent rapport). L'exploitant transmettra un extrait K-bis en appui de cette déclaration de changement d'exploitant, ainsi qu'une copie de la décision du Tribunal.</p>

Dans un second temps, la situation administrative du site doit être régularisée au regard des rubriques de la nomenclature (avec leurs capacités, volume, puissance...) propres à la scierie, également par télédéclaration de modification au titre des droits acquis (bénéfice de l'antériorité). L'exploitant transmettra notamment un plan parcellaire et un plan à jour du site, précisant la localisation des activités ICPE, en appui de cette mise à jour de situation administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

## **N° 2 : Bruit, vibrations et surveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 8.1 (a) et 8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits émis par les installations

### **Prescription contrôlée :**

Article 8.1 - L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau de l'article 8.1 de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines ICPE soumises à déclaration, dans le cas présent pour la rubrique 2410 (travail du bois).

Article 8.3 - Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

### **Constats :**

Le directeur temporaire du site s'était engagé par courrier du 09/07/2024 à conduire différentes actions pour réduire le niveau sonore des installations de la scierie, notamment :

- pour répondre à l'arrêté de restriction temporaire : limitation des activités en jours ouvrés, de 7h à 20h ;
- échéancier de travaux et d'aménagement du site :
  - suppression de la table vibrante en extérieur pour octobre 2024 ;
  - édification d'un bâtiment lourd acoustique autour du broyeur avant la fin du 1er trimestre 2025.

Les actions complémentaires pour réduire l'impact sonore étaient alors envisagées avec des échéances jusqu'en 2026 :

- Isolation phonique de façades sud et ouest du bâtiment principal ;
- Scie à paquet : encapsulation de la zone de mise à longueur ;
- Protection de la zone d'écorçage.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté l'absence de table vibrante en extérieur et la présence d'un bâtiment lourd autour du broyeur.

De plus, le personnel de l'établissement précise que les horaires actuels sont de 7h à 17h du lundi au vendredi (et hors jours fériés).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant propose un échéancier de réalisation des travaux et d'aménagement du site restant à conduire, chiffré, visant à atteindre la conformité réglementaire des émissions sonores.

Cet échéancier fera l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales qui précisera également que l'exploitant devra réaliser un nouveau contrôle de mesures acoustiques afin de justifier du respect des valeurs limites d'émission, à l'issue de ces travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Rejets atmosphériques, poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 3.4 et 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

**Prescription contrôlée :**

Article 3.4 :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.

Article 6.1.1 :

Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions [...]

Les installations comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières...) sont équipées de dispositifs de captation et de dépoussiérage des effluents gazeux.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci.

**Constats :**

Le personnel du site explique que la séparation des activités d'EMBAL MARTIN et de la SCIERIE DU VAL DE SÈVRE sont encore en cours, au regard des décisions récentes du tribunal.

Ainsi des tas de bois de rebuts de la production d'emballage sont toujours présents sur les espaces qui relèvent dorénavant de la scierie. Leur enlèvement est prévu dans les semaines à venir.

Par ailleurs, pendant les travaux acoustiques sur le broyeur, celui-ci était à l'arrêt. Le broyage des rebuts de production de la scierie a pris du retard. Il fonctionne donc actuellement à grande fréquence et les stocks de sciures et de poussières fines sont conséquents, malgré une collecte très régulière, selon l'exploitant.

Des envols de poussières et la présence de tas de poussières et sciures sont constatés, notamment autour des stockages, au niveau de l'aire de remplissage des camions de collecte et autour et à l'intérieur des installations ainsi qu'au niveau des points de rejets des dépoussiéreurs.

L'inspection a constaté que les sciures en sortie du broyeur débordent largement des cases prévues pour leur stockage.

De même, la case gauche du stockage des poussières fines en sortie de l'aspiration des poussières est pleine et déborde largement à l'extérieur.

De plus, un des murs extérieurs de cette case est fragilisé par la présence de nombreux orifices et est percé à la base, sur près d'un mètre de diamètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant sécurise sans délai la circulation autour du mur fragilisé.

Il renforce le nettoyage des installations et la fréquence d'élimination des sciures et poussières de bois.

Il propose un échéancier de réalisation des travaux pour assurer la sécurité du stockage fragilisé des poussières et la limitation des envols de poussières.

Cet échéancier fera l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois